



Conseil d'administration

313^e session, Genève, 15-30 mars 2012

GB.313/INS/12

Section institutionnelle

INS

Date: 7 mars 2012

Original: anglais

DOUZIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Directeur général

Objet du document

Le présent document contient des informations sur lesquelles le Directeur général souhaite appeler l'attention du Conseil d'administration en ce qui concerne les avis de décès, les progrès de la législation internationale du travail, l'administration interne et les publications et documents, comme il est indiqué dans la table des matières.

Le Conseil d'administration est invité à approuver le projet de décision figurant au paragraphe 7.

Objectif stratégique pertinent: Sans objet.

Incidences sur le plan des politiques: Aucune.

Incidences juridiques: Aucune.

Incidences financières: Aucune.

Suivi nécessaire: Aucun.

Unité auteur: Service des relations officielles (RELOFF).

Documents connexes: Sans objet.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Avis de décès	1
II. Progrès de la législation internationale du travail.....	2
III. Administration interne	4
IV. Publications et documents	8

I. Avis de décès

M^{me} María Rozas Velásquez

1. Le Directeur général a le profond regret d'annoncer le décès, survenu le 6 mai 2011, de M^{me} María Rozas Velásquez, professeure, dirigeante syndicale et membre travailleuse du Conseil d'administration du BIT.
2. María Rozas Velásquez est née à Santiago, au Chili, le 8 novembre 1955. Après avoir achevé des études supérieures en gestion des entreprises et en sciences de l'éducation, elle a participé aux travaux de plusieurs organisations, comme le Collège des professeurs du Chili, et a été l'un des membres fondateurs de la Centrale unitaire des travailleurs du Chili (CUT).
3. Entrée en 1978 au Conseil national de coordination syndicale (CNS), M^{me} Rozas est devenue cheffe du Département des femmes de celui-ci en 1979. Elle s'est par ailleurs affiliée au Collège des professeurs du Chili et a rempli les fonctions de directrice nationale entre 1982 et 1987. En parallèle, de 1984 à 1992, elle a été représentante des travailleurs au Conseil du *Hogar de Cristo* ainsi que directrice du Collège des professeurs du Chili à partir de 1985. C'est au cours de cette période qu'elle est entrée au parti démocrate chrétien du Chili, parti d'opposition au régime d'Augusto Pinochet, au sein duquel elle a milité pendant plus de trente ans. Conseillère nationale du parti à trois reprises, elle a été la première femme à en devenir la vice-présidente nationale.
4. En 1988, durant la préparation des élections après la chute de la dictature militaire, M^{me} Rozas a été l'un des membres fondateurs de la CUT. Elle a rempli plusieurs rôles dans cette organisation, dont elle a été la vice-présidente de 1991 à 1995 et la secrétaire générale de 1996 à 1998. Elle a participé activement, en qualité de conseillère, aux travaux de la Commission nationale de la pauvreté. A partir de 1991, elle a également travaillé dans plusieurs autres commissions, notamment la Commission nationale de l'éducation et la Commission des relations économiques internationales du ministère de l'Economie. Elle a en outre fait partie du conseil d'administration du Fonds pour la formation de la Direction du travail.
5. De 1999 à 2002, M^{me} Rozas a été membre du Parlement, occupant le siège laissé vacant par le décès de Manuel Bustos Huerta. Elle a pris part aux travaux de la Commission sur le travail et la sécurité sociale et de la Commission sur l'éducation, la culture, les sports et les loisirs. Après la conclusion de ces travaux, elle a été nommée directrice adjointe pour les relations internationales de la CUT et trésorière du Collège des professeurs du Chili.
6. María Rozas Velásquez a assisté aux sessions de la Conférence internationale du Travail et a assumé les fonctions de déléguée des travailleurs au Conseil d'administration du BIT entre 1997 et 2001. Elle a consacré sa vie à défendre les droits des travailleurs et laisse le souvenir d'une femme profondément attachée à la justice sociale. Au moment de son décès, elle était directrice adjointe de la CUT pour les questions se rapportant aux femmes.
7. *Le Conseil d'administration invite le Directeur général à transmettre ses condoléances à la CUT ainsi qu'à la famille de M^{me} María Rozas Velásquez.*

II. Progrès de la législation internationale du travail

Ratifications des conventions

8. Depuis les informations soumises à la 312^e session du Conseil d'administration jusqu'au 24 janvier 2012, le Directeur général a enregistré les 17 ratifications suivantes de conventions internationales du travail.

Argentine

Ratification enregistrée le 15 septembre 2011:

Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

Australie

Ratification enregistrée le 21 décembre 2011:

Convention du travail maritime, 2006

Belgique

Ratifications enregistrées le 21 octobre 2011:

Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978

Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

Bénin

Ratification enregistrée le 10 janvier 2012:

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981

République de Corée

Ratifications enregistrées le 7 novembre 2011:

Convention (n° 2) sur le chômage, 1919

Convention (n° 47) des quarante heures, 1935

Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974

Danemark

Ratification enregistrée le 23 juin 2011:

Convention du travail maritime, 2006

Kiribati

Ratification enregistrée le 24 octobre 2011:

Convention du travail maritime, 2006

Luxembourg

Ratifications enregistrées le 20 septembre 2011:

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Convention du travail maritime, 2006

Maurice

Ratification enregistrée le 23 novembre 2011:

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981

Pays-Bas

Ratification enregistrée le 13 décembre 2011:

Convention du travail maritime, 2006

Philippines

Ratification enregistrée le 19 janvier 2012:

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Ukraine

Ratification enregistrée le 4 janvier 2012:

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Dénonciation de conventions**Bosnie-Herzégovine**

9. Le Directeur général a enregistré, le 14 décembre 2011, la dénonciation par la Bosnie-Herzégovine de la convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919.

Serbie

10. Le Directeur général a enregistré, le 2 décembre 2011, la dénonciation par la Serbie de la convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919.

Slovénie

11. Le Directeur général a enregistré, le 16 novembre 2011, la dénonciation par la Slovénie de la convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948. Le texte de la communication concernant la dénonciation de cette convention par la Slovénie est ainsi conçu:

Dans sa communication en date du 25 janvier 2012, le gouvernement de la Slovénie explique que, comme la majorité des Etats membres de l'Union européenne, il dénonce la convention n° 89 suite à la mise en œuvre de l'article 20 de la Charte sociale européenne révisée. Le gouvernement indique en outre que des informations sur les raisons ayant motivé cette dénonciation ont été soumises au Conseil économique et social de la République de Slovénie le 7 octobre 2011.

Ratifications/acceptations de l'instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1986

12. Depuis la préparation du document présenté à la 312^e session du Conseil d'administration, le Directeur général a reçu la ratification suivante:

Erythrée	acceptation	20 décembre 2011
----------	-------------	------------------

13. Le nombre total des ratifications et acceptations s'élève maintenant à **96**, y compris deux ratifications/acceptations par des Etats ayant l'importance industrielle la plus considérable¹.

III. Administration interne

14. L'article 4.2 *d*) du Statut du personnel dispose que:

Les emplois vacants dans la catégorie des directeurs et des administrateurs principaux sont pourvus par le Directeur général par voie de transfert sans changement de grade, de promotion ou de nomination. Sauf dans le cas où elles visent les emplois vacants dans les projets de coopération technique, ces promotions ou ces nominations sont portées à la connaissance du Conseil d'administration, avec un exposé succinct des aptitudes des personnes ainsi promues ou nommées.

15. Les nominations et promotions ci-dessous sont ainsi portées à la connaissance du Conseil d'administration:

M^{me} Judica Amri-Lawson (République-Unie de Tanzanie)

Nommée directrice régionale adjointe pour les politiques, programmes et communication, Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique à Addis-Abeba, au grade D.1 à compter du 1^{er} octobre 2011. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2005.

¹ A la date où ces lignes sont écrites, il manque 26 ratifications/acceptations d'Etats Membres pour que l'instrument entre en vigueur, y compris trois par des Etats ayant l'importance industrielle la plus considérable.

M. Paulo Bárcia (Portugal)

Nommé directeur du Département du développement des ressources humaines (HRD), au grade D.2 à compter du 1^{er} janvier 2012. Sa promotion au grade D.2 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2009.

M. Maurizio Bussi (Italie)

Nommé directeur de l'Equipe d'appui technique au travail décent pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est et le Pacifique (EAT-Bangkok), au grade D.1 avec effet au 1^{er} mars 2012. Il a été promu au grade D.1 en octobre 2010.

Né en 1964, M. Bussi est titulaire d'un diplôme en sciences politiques (Moyen-Orient et Asie) de l'Université de Pavie en Italie et d'une maîtrise en relations internationales de l'Université de Milan. Il détient par ailleurs une maîtrise de l'Ecole Fletcher de droit et de diplomatie de l'Université Tufts aux Etats-Unis.

M. Bussi a débuté sa carrière en 1992 au Secrétariat des Nations Unies à New York (Département des affaires politiques) et a travaillé pour le Programme d'assistance électorale comme fonctionnaire chargé de la formation. Il est entré au BIT en 1994, où il a été affecté au Bureau régional pour les Etats arabes. A cette occasion, il a participé à la mise en œuvre du Programme d'assistance au peuple palestinien lancé à Gaza et à Jérusalem dans le cadre de l'engagement des Nations Unies en faveur du processus de paix au Moyen-Orient. Entre 1998 et 2001, il a travaillé sur les questions relatives à la protection des travailleurs au Département des conditions de travail et dans l'Unité d'appui à la gestion du Secteur de la protection sociale, à Genève. Il a participé de près à l'élaboration de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, et a travaillé sur d'autres questions relatives à la protection des travailleurs comme les migrations internationales de main-d'œuvre, la sécurité et la santé au travail et les conditions de travail. En 2000, il a fait partie de l'équipe interdépartementale chargée de concevoir et de lancer le nouveau Programme de l'OIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail (ILO/AIDS). De 2001 à 2005, M. Bussi a occupé les fonctions de directeur adjoint du Bureau sous-régional de l'OIT pour l'Asie du Sud, à New Delhi. Au cours de sa mission, il a participé à la conception et à la mise en œuvre d'un grand nombre d'initiatives du BIT dans la région. A partir de 2005-2007, il est revenu à Genève en qualité de spécialiste technique principal au Programme ILO/AIDS, où il avait notamment une responsabilité directe dans la mise en œuvre de projets de coopération technique dans plus de 20 pays, toutes régions confondues. En 2007, M. Bussi a été nommé directeur adjoint du Bureau régional pour les Etats arabes, à Beyrouth. En 2010, cette responsabilité a été conjuguée avec la direction de l'Equipe d'appui technique de l'OIT au travail décent pour les Etats arabes (EAT-Beyrouth).

M^{me} Deborah France-Massin (Royaume-Uni)

Nommée directrice du Bureau des activités pour les employeurs (ACT/EMP), Secteur du dialogue social, et promue au grade D.2 à compter du 1^{er} avril 2012. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2011.

M. Philippe Marcadent (France)

Nommé chef du Service des conditions de travail et d'emploi (TRAVAIL) et promu au grade D.1 à compter du 1^{er} octobre 2011.

Né en 1960, M. Marcadent a suivi un cursus de mathématiques supérieures et spéciales à Montpellier. Il est titulaire d'un diplôme d'ingénieur agronome de l'Ecole

nationale supérieure agronomique de Montpellier et d'un diplôme de troisième cycle en économie du développement rural.

M. Marcadent est entré au Bureau en 1988 comme expert en recherche et gestion coopérative au Togo. En 1991, il a été nommé coordonnateur du programme ACOPAM (EMP/ENTERPRISE) au Burkina Faso et expert sous-régional en développement local. En 1994, il a été transféré à Dakar comme coordonnateur pour le développement des connaissances du programme ACOPAM et coordonnateur du sous-programme sur les mutuelles de santé. En 1998, il a obtenu un poste au programme mondial STEP (SECSOC) à Genève en qualité d'expert pour l'élaboration des politiques et le développement des connaissances. De 2003 à 2008, il a travaillé au Département de la sécurité sociale comme coordonnateur technique du programme STEP et coordonnateur des politiques en faveur de l'extension de la sécurité sociale aux travailleurs de l'économie informelle. En 2009, il a été nommé conseiller principal pour l'économie informelle et les zones rurales auprès du directeur exécutif du Secteur de la protection sociale.

Avant d'entrer au BIT, M. Marcadent a travaillé au Mexique comme économiste pour un institut de recherche (CIRAD) et en France dans le domaine du développement de modèles économétriques dans une banque privée (Crédit agricole).

M. Jiang Mohui (Chine)

Nommé conseiller principal du directeur exécutif, Secteur des normes et principes et droits fondamentaux au travail (ED/NORM), au grade D.1 à compter du 1^{er} février 2012.

Né en 1964, M. Jiang est titulaire d'une licence en langue et littérature anglaise de l'Université normale de Chine orientale, d'un diplôme supérieur en démographie de l'Université populaire de Chine et d'un MBA en gestion d'entreprise de l'Université de Lancaster (Royaume-Uni). Il a suivi plusieurs cours de formation et obtenu des certificats en relations professionnelles, sécurité sociale, gestion et direction, et dans d'autres domaines.

Avant d'entrer au BIT, M. Jiang a travaillé pendant plus de vingt ans pour le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale de la République populaire de Chine, au sein duquel il a atteint le niveau de directeur général adjoint, puis directeur général, dans le cadre d'activités se rapportant au BIT et à d'autres organisations internationales. Il a été le délégué du gouvernement chinois auprès du Conseil d'administration du BIT pendant de nombreuses années et a participé à un certain nombre de conférences et de réunions de l'OIT. Il a fait partie des comités de rédaction de la *Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable*, 2008, et du *Pacte mondial pour l'emploi*, 2009. Il a rempli les fonctions de chef des négociateurs pour les questions de travail dans les négociations relatives à des accords bilatéraux sur la sécurité sociale et à des accords de libre-échange, entre 2004 et 2008. Il a administré et dirigé des projets de coopération technique avec le BIT, le PNUD, la Banque mondiale, l'OIM, la BAsD, l'APEC, l'Union européenne, l'OCDE, la GTZ et le ministère du Travail des Etats-Unis.

Avant cela, M. Jiang a été chargé de recherche en études sociales entre 1990 et 1995. Il occupe des fonctions dans de nombreux instituts et associations, notamment celles de membre permanent de l'Institut chinois des droits de l'homme et de membre de la Commission tripartite nationale chinoise sur la coordination des relations professionnelles. Il est l'auteur de publications sur le droit du travail, le marché du travail et les politiques en matière de sécurité sociale.

M^{me} Alice Ouedraogo (Burkina Faso)

Nommée directrice du Programme de l'OIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail (ILO/AIDS), au grade D.1 à compter du 1^{er} novembre 2011. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 1999.

M. Christophe Perrin (France)

Nommé directeur du Département des services des relations, réunions et documents (RELCONF) et promu au grade D.2 à compter du 1^{er} janvier 2012. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2010.

M^{me} Ana-Teresa Romero (République bolivarienne du Venezuela)

Nommée cheffe du Bureau des relations externes et des partenariats (EXREL), au grade D.1 à compter du 1^{er} janvier 2012. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2005.

M. Christian Ramos Veloz (République dominicaine)

Nommé chef du Service des relations officielles (RELOFF), Département des services des relations, réunions et documents (RELCONF), et promu au grade D.1 à compter du 1^{er} janvier 2012.

Né en 1957, M. Ramos Veloz est titulaire d'un diplôme de droit (avec mention) de l'Université Pedro Henríquez Ureña de Saint-Domingue et d'une maîtrise en droit comparé du Centre national de droit de l'Université George Washington, à Washington, DC. Il a étudié le droit international public et privé à la Fundação Getulio Vargas (Rio de Janeiro, Brésil), grâce à une bourse de la Fundación Jurídica Interamericana.

M. Ramos Veloz est entré au BIT en 1987 comme juriste au Service de la liberté syndicale, à Genève. En 1992, il a été nommé directeur adjoint du bureau de l'OIT au Brésil et responsable pour les activités dans la région du Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC). En 1996, il a travaillé comme conseiller juridique au Service de l'égalité et de l'emploi, au Département des normes internationales du travail à Genève et, en 1998, il a participé à un cours avancé pour les spécialistes des droits de l'homme à l'Université de Turku/Åbo en Finlande. Il a été ensuite nommé spécialiste principal des normes et des affaires autochtones dans l'équipe technique multidisciplinaire du bureau de l'OIT pour l'Amérique centrale, à San José, couvrant le Costa Rica, Cuba, El Salvador, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Nicaragua, le Mexique, le Panama et la République dominicaine. Il a été spécialiste principal des normes et des affaires autochtones régionales au bureau de l'OIT à Brasilia de 2004 à 2010, et il était coordonnateur des normes et des principes et droits fondamentaux au travail au bureau du directeur exécutif du Secteur 1 depuis 2011.

Avant d'entrer au BIT, M. Ramos Veloz a travaillé dans un cabinet juridique privé à Saint-Domingue, comme juriste chez Black and Hayes à Washington, DC, et comme conseiller juridique et chargé des affaires publiques à l'ambassade de la République dominicaine à Washington, DC.

M. William Salter (Etats-Unis)

Nommé conseiller principal du directeur exécutif, Secteur de la protection sociale (ED/PROTECT), au grade D.1 à compter du 1^{er} février 2012. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2007.

M^{me} Telma Viale (El Salvador)

Nommée directrice du Bureau de l'OIT pour les Nations Unies à New York et Représentante spéciale auprès des Nations Unies, au grade D.2 à compter du 1^{er} janvier 2012. Sa promotion au grade D.2 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2009.

M. Anthony Watson (Royaume-Uni)

Nommé Chef auditeur interne et chef du Bureau de l'audit interne et du contrôle (IAO) et promu au grade D.1 à compter du 1^{er} décembre 2011.

Né en 1961, M. Watson est membre de l'*Association of Chartered Certified Accountants*. Il est titulaire d'une licence de chimie de l'Université d'Edimbourg.

M. Watson a commencé à travailler pour le Bureau de l'audit interne et du contrôle (IAO) du BIT en 2003 et dirige l'Unité de l'audit sur l'assurance qualité (Assurance Audit) mais, depuis janvier 2011, il est également le fonctionnaire responsable de l'IAO, un poste qu'il avait déjà occupé à titre provisoire pendant onze mois, de mai 2006 à mars 2007. M. Watson a consacré vingt et un ans de sa carrière à l'audit interne et externe. Il possède une longue expérience de l'audit dans le contexte international et dans le secteur public, acquise notamment auprès du National Audit Office du Royaume-Uni et de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. M. Watson a acquis des compétences variées et une expérience dans les domaines de l'audit, des investigations, de la gestion financière et de la gestion des risques.

IV. Publications et documents

16. Figurent ci-dessous les documents et ouvrages disponibles depuis la 310^e session (mars 2011) du Conseil d'administration. Ils sont en vente au BIT.

Conférence internationale du Travail

17. Les rapports suivants, élaborés en vue de la 100^e session (2011) de la Conférence internationale du Travail, sont parus en français, en anglais et en espagnol:

<i>Compte rendu des travaux</i>	Séance plénière, rapports des commissions, textes authentiques, résolutions, index des orateurs, délégations
Rapport II	<i>Projet de programme et de budget pour 2012-13 et autres questions</i>
Rapport III (1B)	<i>Etude d'ensemble concernant les instruments relatifs à la sécurité sociale à la lumière de la Déclaration de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable</i>
Rapport III (2)	<i>Application des normes internationales du travail 2011. Document d'information sur les ratifications et les activités normatives</i>

18. Les rapports suivants, élaborés en vue de la 100^e session (2011) de la Conférence internationale du Travail, sont parus en français, en anglais, en espagnol, en allemand, en russe, en arabe et en chinois:

Rapport I (A)	<i>Une nouvelle ère de justice sociale</i>
Rapport I (B)	<i>L'égalité au travail: un objectif qui reste à atteindre – Rapport global en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail</i>
Rapport III (1A)	<i>Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations</i>
Rapport IV (1)	<i>Travail décent pour les travailleurs domestiques</i>
Rapport IV (2A)	<i>Travail décent pour les travailleurs domestiques</i>
Rapport IV (2B)	<i>Travail décent pour les travailleurs domestiques</i>
Rapport V	<i>Administration du travail et inspection du travail</i>
Rapport VI	<i>La sécurité sociale pour une justice sociale et une mondialisation équitable</i>
Rapport APP	<i>La situation des travailleurs des territoires arabes occupés. Annexe</i>

Rapports des réunions régionales

19. Le rapport pour la douzième Réunion régionale africaine, Johannesburg, Afrique du Sud, octobre 2011, est paru en français, en anglais et en arabe:

Renforcer l'autonomie économique des peuples d'Afrique grâce au travail décent

20. Les rapports suivants pour la quinzième Réunion régionale de l'Asie et du Pacifique, Kyoto, Japon, décembre 2011, sont parus en anglais, en arabe et en chinois:

Building a sustainable future with decent work in Asia and the Pacific

Supplement to the Report of the ILO Director-General – Building a sustainable future with decent work in Asia and the Pacific

Programme des activités sectorielles

21. Les rapports suivants sont parus en français, en anglais et en espagnol:

Rapport GDFHTS/2010/8	<i>Forum de dialogue mondial sur les nouveaux développements et défis dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme et leur impact sur l'emploi, la mise en valeur des ressources humaines et les relations professionnelles. Rapport final de la discussion</i>
Rapport GDFVET/2010/10	<i>Forum de dialogue mondial sur l'enseignement et la formation professionnels</i>
Rapport GDFRC/2011	<i>Les besoins des travailleurs âgés face aux changements des processus de travail et du milieu de travail dans le commerce de détail</i>
Rapport GDFPSS/2011	<i>Les agences d'emploi privées, la promotion du travail décent et l'amélioration du fonctionnement des marchés du travail dans les secteurs de services privés</i>

Rapport TMCPI/2011	<i>La restructuration, l'emploi et le dialogue social dans les entreprises des industries chimique et pharmaceutique</i>
Rapport GDFPC/2011	<i>La sécurité dans la chaîne d'approvisionnement concernant le remplissage des conteneurs</i>

Publications périodiques

22. Les publications suivantes sont parues ou sont sous presse dans les langues indiquées:

Revue internationale du Travail, vol. 149 (2010), n° 4 (en français); vol. 129 (2010), n° 4 (en espagnol); vol. 150 (2011), n°s 1-2 (en français et anglais); vol. 130 (2011), n°s 1-2 (en espagnol); vol. 150 (2011), n°s 3-4 (en français et anglais); et vol. 130 (2011), n°s 3-4 (en espagnol), en préparation

Journal international de recherche syndicale, vol. 3, n°s 1-2 (2011) (en français, anglais et espagnol)

Jugements du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail: 110^e session (octobre 2010 - février 2011); *111^e session* (avril-juillet 2011) (en français et anglais)

Bulletin officiel, vol. XCIII, série A, n° 2 (en français), série A, n° 3 (en espagnol), série B, n°s 1-3 (en français, anglais et espagnol); vol. XCIV, série B, n°s 1-2 (en français, anglais et espagnol)

Publications non périodiques

23. Les publications suivantes sont parues ou sont sous presse dans les langues indiquées (autres langues mentionnées entre parenthèses).

Français

Directives pour les agents chargés du contrôle par l'Etat du port effectuant des inspections en application de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007 (aussi en anglais et espagnol)

Enfants dans les travaux dangereux. Ce que nous savons, ce que nous devons faire (aussi en anglais et espagnol)

La sécurité et la santé dans l'agriculture. Recueil de directives pratiques (aussi en anglais et espagnol)

Les fondamentaux de l'administration du travail (aussi en espagnol, anglais déjà publié)

Les institutions du marché du travail face aux défis du développement. Expériences nationales au Bénin, Burkina Faso, Cameroun et Mali

Manuel sur la mesure du travail bénévole (aussi en anglais et espagnol)

Mesure de la population économiquement active lors de recensements de la population: Manuel (aussi en anglais et espagnol)

Mieux protéger les travailleurs pauvres. Rapport annuel 2010 (aussi en anglais et espagnol)

Programme et budget pour la période biennale 2012-13 (aussi en anglais et espagnol)

Tendances mondiales de l'emploi 2012: prévenir une crise plus grave des marchés de l'emploi (aussi en anglais et espagnol)

Une autre voie est possible. Politiques économiques et stratégies syndicales au-delà de la pensée unique (aussi en anglais et espagnol)

Anglais

Assessing green jobs potential in developing countries: A practitioner's guide

Children in hazardous work. What we know. What we need to do (aussi en français et espagnol)

China: From an active employment policy to employment promotion law. Coping with economic restructuring and labour market adjustments

Ergonomic checkpoints in agriculture

Global employment trends 2012. Preventing a deeper jobs crisis (aussi en français et espagnol)

Growth, employment and decent work in the least developed countries (LDC IV)

Guidelines for port State control officers carrying out inspections under the Work in the Fishing Convention, 2007 (No. 188) (aussi en français et espagnol)

Guidelines for the use of the ILO International Classification of Radiographs of Pneumoconioses (revised edition 2011) (OSH 22)

Human rights, development and decolonization. The International Labour Organization, 1940–70

Job-rich growth in Asia. Strategies for local employment, skills development and social protection

Labour Overview. Latin America and the Caribbean, 2011 (aussi en espagnol)

Making globalization socially sustainable

Making microfinance work. Managing product diversification

Manual on the measurement of volunteer work (aussi en français et espagnol)

Measuring the economically active in population censuses: A handbook (aussi en français et espagnol)

Programme and Budget for 2012–13 (aussi en français et espagnol)

Protecting the working poor. Annual report 2010 (aussi en français et espagnol)

Regulating for decent work. New directions in labour market regulation

- Safety and health in agriculture. Code of practice* (aussi en français et espagnol)
- Shaping global industrial relations. The impact of international framework agreements*
- Skills for green jobs. A global view*
- Social protection floor for a fair and inclusive globalization*
- Stress prevention at work checkpoints. Practical improvements for stress prevention in the workplace*
- The challenges of growth, employment and social cohesion. Joint ILO–IMF conference in cooperation with the office of the Prime Minister of Norway. Discussion document*
- The global crisis: Causes, responses and challenges. Essays from an ILO perspective*
- The role of collective bargaining in the global economy: Negotiating for social justice*
- There is an alternative. Economic policies and labour strategies beyond the mainstream* (aussi en français et espagnol)
- Towards decent work in sub-Saharan Africa. Monitoring MDG employment indicators*
- Trade unions and the global crisis: Labour’s visions, strategies and responses*
- Work inequalities in the crisis: Evidence from Europe*

Espagnol

- Deslocalización y condiciones laborales del trabajo a distancia* (anglais déjà publié)
- El comercio y el empleo en la crisis mundial* (anglais déjà publié)
- Existe una alternativa. Políticas económicas y estrategias laborales más allá de la corriente dominante* (aussi en anglais et français)
- Los fundamentos de la administración del trabajo* (aussi en français, anglais déjà publié)
- Manual de medición del trabajo voluntario* (aussi en anglais et français)
- Medición de la población económicamente activa en los censos de población: Manual* (aussi en anglais et français)
- Niños en trabajos peligrosos. Lo que sabemos, lo que debemos hacer* (aussi en anglais et français)
- Panorama laboral 2011. América Latina y el Caribe* (aussi en anglais)
- Pautas para los funcionarios encargados del control por el Estado del puerto que realizan inspecciones en virtud del Convenio sobre el trabajo en la pesca, 2007 (núm. 188)* (aussi en anglais et français)
- Programa y presupuesto para el bienio 2012-13* (aussi en anglais et français)
- Protección de los trabajadores pobres. Informe anual 2010* (aussi en anglais et français)

Seguridad y salud en la agricultura. Repertorio de recomendaciones practicas (aussi en anglais et français)

Tendencias mundiales del empleo de 2012. Prevenir una crisis mayor del empleo (aussi en anglais et français)

CD-ROM et DVD

24. Les CD-ROM et DVD suivants sont parus dans les langues indiquées:

Bibliothèque électronique sur les normes internationales du travail, ILSE 2011 (trilingue français/espagnol/anglais)

Contrats conclus avec des entreprises commerciales ou des organismes à but non lucratif

25. On trouvera ci-après la liste des contrats conclus depuis la 307^e session du Conseil d'administration:

Human rights, development and decolonization. The International Labour Organization, 1940–70 (édition originale en anglais, co-édition)	Palgrave Macmillan, Royaume-Uni
Globalizing social rights: The ILO and beyond (édition originale en anglais, co-édition)	« »
Work inequalities in the crisis: Evidence on Europe (édition originale en anglais, co-édition)	Edward Elgar Publishing Ltd, Royaume-Uni
World of Work Report 2011. Making markets work for jobs (édition originale en anglais, co-édition)	Academic Foundation, Inde
Employment dimension of trade liberalization with China. Analysis of the case of Indonesia with dynamic social accounting matrix (édition originale en anglais, co-édition)	United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD), Suisse
Job-rich growth recovery in Asia. Strategies for local and employment, skills development and social protection (édition originale en anglais, co-édition)	Organisation for Economic Co-operation Development, France
From the Great Recession to labour market recovery: Issues, evidence and policy options (édition originale en espagnol, co-édition)	Plaza y Valdés SA de CV (SPAIN), Espagne
Labour law and worker protection in developing countries (espagnol, co-édition)	« »

Blunting neoliberalism. Tripartism and economic reforms in the developing world (espagnol, co-édition)	« »
International labour migration. A rights-based approach (espagnol, co-édition)	« »
Building decent societies. Re-thinking the role of social security in state building (espagnol, co-édition)	« »
Offshoring and working conditions in remote work (espagnol, co-édition)	Ministerio de Trabajo e Inmigración, Espagne
Trade and employment in the global crisis (espagnol, co-édition)	« »
Generate your business idea. Manual (réimpression avec adaptation)	SIYB Association of Sri Lanka, Sri Lanka
Start your business. Manual (1998) (réimpression avec adaptation)	« »
Start your business. Business plan. International edition (réimpression avec adaptation)	« »
Inspection of labour conditions on board ship: guide-lines for procedure (réimpression)	US Coast Guard, Etats-Unis
Gérez mieux votre entreprise: Eléments de base. Edition internationale (réimpression)	«M-Développement», Cabinet de consultation en microfinance, Sénégal
Forced labour and human trafficking. A handbook for labour inspectors (réimpression en polonais)	National Labour Inspectorate, Pologne
Orçamentação social. Série Métodos Quantitativos na Protecção Social (réimpression)	Ministério do Trabalho e da Solidariedade, Portugal
Prática actuarial em segurança social. Série Métodos Quantitativos na Protecção Social (réimpression)	« »
Financiamento da protecção social. Série Métodos Quantitativos na Protecção Social (réimpression)	« »
Manual jóvenes emprendedores generan ideas de negocios Peru (réimpression)	Ministerio de Trabajo y Promoción del Empleo, Pérou
Start your business. Business awareness (réimpression en vietnamien avec adaptation)	Vietnam Chamber of Commerce and Industry (VCCI), Viet Nam
Start your business. Business planning (réimpression en vietnamien avec adaptation)	« »

Start your business. Programme implementation manual (réimpression en vietnamien avec adaptation)	« »
The ILO MNEs Declaration: What's in it for Workers? (en arabe)	International Metalworkers Federation (IMF), Swaziland
Security in ports. An ILO and IMO code of practice (en arabe)	Port Training Institute, Egypte
Safety and health in ports. An ILO code of practice (en arabe)	« »
World of Work Report 2010: From one crisis to the next? (en chinois)	China Financial and Economic Publishing House, Chine
World of Work Report 2011. Making markets work for jobs (en chinois)	« »
Global Employment Trends 2012. Preventing a deeper jobs Crisis (en chinois)	« »
List of occupational diseases (revised 2010). Identification and recognition of occupational diseases: Criteria for incorporating diseases in the ILO list of occupational diseases (OSH 74) (en chinois)	National Institute for Occupational Health and Poison Control, Chine
Promoting equity: Gender-neutral job evaluation for equal pay: A step-by-step guide (en danois)	United Federation of Danish Workers, Danemark
Children in hazardous work. What we know. What we need to do (en allemand, imprimé + ebook)	Edition Aumann GmbH, Allemagne
Give girls a chance. Tackling child labour, a key to the future (en allemand, imprimé + ebook)	« »
Guidelines for Co-operative legislation (second revised edition) (en grec)	KAPA Network, Grèce
MATCOM – Cooperative management training (CD-ROM) (en grec)	« »
Ergonomic checkpoints. Practical and easy-to-implement solutions for improving safety, health and working conditions (second edition) (en hongrois)	University of Óbuda, Hongrie
Children's views of child labour (en italien)	Edizioni Angelo Manzoni srl, Italie
Resilience of the cooperative business model in times of crisis (en italien)	Homeless Book, Italie
Manual on the measurement of volunteer work (en italien)	Spes – Associazione Promozione e Solidarietà, Italie

Global Dialogue Forum on the Needs of Older Workers in relation to Changing Work Processes and Working Environment in Retail Commerce. Final report of the discussion, Geneva, 21–22 September 2011 (en japonais, imprimé + pdf)	UNI-Liaison Council Japan, Japon
Radiation protection of workers. Information note No. 1 (en japonais)	Institute for Science of Labour (ISL), Japon
World of Work Report 2010. From one crisis to the next? (en japonais)	Ittoshia Incorporated (Publishers), Japon
Global Wage Report 2010/11. Wage policies in times of crisis (en japonais)	« »
World of Work Report 2011. Making markets work for jobs (en japonais)	« »
Global Employment Trends 2012. Preventing a deeper jobs crisis (en japonais)	« »
ROKIN bank: The story of workers' organizations that successfully promote financial inclusion. Employment Working Paper No. 97 (en japonais)	National Association of Labour Banks, Japon
Global Employment Trends for Youth, August 2010 (en coréen)	« »
Fundamental principles of occupational safety and health. Second edition (en macédonien)	Macedonian Occupational Safety and Health Association (MOSHA), ex-République yougoslave de Macédoine
Manual on the measurement of volunteer work (en monténégrin)	Association for Democratic Prosperity – ZID, Monténégro
Portworker Development Programme. Chief instructor's manual (CD-ROM) (en portugais)	Diretoria de Portos e Costas, Brésil
Into the twenty-first century: The development of social security (en portugais, réimpression)	Ltr Editora Ltda, Brésil
Social security for social justice and a fair globalization. Recurrent discussion on social protection (social security) under the ILO Declaration on Social Justice for a Fair Globalization, 2011. Report VI (en portugais)	« »
Equality at work: The continuing challenge (en portugais)	« »
The role of collective bargaining in a global economy: Negotiating for social justice (en turec)	Eflatun Publishing House, Turquie
Trade and employment in the global crisis (en turec)	« »

Género y emprendedurismo. Guía de formación para pequeña mujeres emprendedoras. Paquete de capacitación y kit de recursos (réimpression avec adaptation)	Comisión Nacional de la Micro y la Empresa (CONAMYPE), El Salvador
The first steps for entrepreneurs. Guide for beginners (en russe avec adaptation)	Winrock International, République de Moldova
Generate your business idea. Manual (en tamoul avec adaptation)	SIYB Association of Sri Lanka, Sri Lanka
Start your business. Manual (1998) (en tamoul avec adaptation)	« »
Start your business. Business plan. International edition (en tamoul avec adaptation)	« »
Start your business. Business Plan. International edition (en sinhala avec adaptation)	« »
Start your business. Manual (1998) (en sinhala avec adaptation)	« »
Generate your business idea. Manual (en sinhala avec adaptation)	« »

Accords concernant des bibliothèques et bases de données numériques

Ebooks Corporation Limited, Australie
Distribution Agreement
(68 titres autorisés)

EBSCO Publishing, Etats-Unis
Publisher eContent Agreement
(195 titres autorisés)

EBSCO Publishing, Etats-Unis
Database License Agreement
(*Revue internationale du Travail* (autorisée en anglais, français et espagnol))
(14 séries de documents de travail autorisés)

Proquest Information and Learning Company, Etats-Unis
Summon Discovery Service
(9 produits d'Internet)
(6 titres autorisés)
(14 séries de documents de travail autorisés)
(2 bases de données BIT autorisées (CISDOC, NORMLEX))

Ebrary, Etats-Unis
Electronic Distribution Agreement
(199 titres autorisés)

VLEX Networks S.L., Espagne
Content License Agreement
(45 titres autorisés)

LexisNexis/Proquest, Etats-Unis
(66 titres autorisés)

United States International Council on Disabilities (Global Disability Rights Library),
Etats-Unis
(156 titres autorisés)

Barbour/United Business Media Information Ltd, Royaume-Uni
(5 titres autorisés)

Save the Children, Suède
(3 titres autorisés)

IHS (Global) Limited, Royaume-Uni
(3 titres autorisés)

Oxford University Press, Royaume-Uni
(1 titre autorisé, ebook)